

Sanctuarisation du centre hospitalier de Cannes pour contenir le Coronavirus COVID-19

À l'heure du confinement pour mieux lutter contre la propagation du Covid-19, le centre hospitalier Simone Veil de Cannes, comprenant un bâtiment de 55 000 mètres carrés et deux Ehpad, ce qui porte le tout à 88 000 mètres carrés, est désormais sanctuarisé. Cette décision, prise jeudi 19 mars 2020, par le Directeur de l'établissement, émane d'une demande pressante et avisée de Matthieu Navarro, Responsable sûreté et sécurité du CH Cannes. En bunkerisant l'établissement, ce docteur en criminologie et ancien policier souhaite anticiper, le mieux possible, le pic épidémique et prévenir les risques liés à cette contamination, en tentant de la contenir. Et cela passe, notamment, par une limitation du flux quotidien de personnes, dans l'enceinte du bâtiment. Lors d'une interview, pour l'Agora des Directeurs Sécurité, Matthieu Navarro, membre du Club Agora des Directeurs Sécurité Côte d'Azur, explique les raisons de ce choix et le process mis en place.

« Contenir ce virus à tout prix, pour le bien de tous »

Dès le début de l'entretien, Matthieu Navarro souhaite souligner l'importance de suivre, scrupuleusement les consignes données par le Gouvernement à la population, ces derniers jours, et demande de prendre très au sérieux la situation actuelle, liée au Coronavirus. « Il concerne, aujourd'hui, des personnes qui ne sont pas forcément âgées et qui n'étaient pas nécessairement en mauvaise santé. La situation évolue de jour en jour... »

Quant au pic épidémique à Cannes, « il sera atteint entre le 25 et le 28 mars. »

Ce qui a permis à ce responsable sûreté et sécurité d'anticiper et prévenir ce pic. « Nous sommes en phase d'installation, de préparation, actuellement, même si nous accueillons, aujourd'hui, plusieurs cas... »

Grâce à sa grande expertise, dans le domaine de la sécurité/sûreté, Matthieu Navarro a étudié, très en amont, les différents scénarii et process à mettre en place pour réduire, au maximum, les risques à venir, pour la population. Aussi, voici huit jours, après de multiples analyses et concertations, il a demandé de sanctuariser le bâtiment, solution qui lui a paru la plus adéquate, face à cette situation exceptionnelle. « Cette décision était très difficile à prendre. Tout d'abord, par définition, un hôpital est là pour accueillir les patients et le public. Au sein de cet établissement, le personnel a de l'empathie pour le public qui vient chercher assistance et il est très compliqué d'admettre que, demain, une partie de ce public sera privée d'accès, ou du moins que cet accès sera très contrôlé. Par ailleurs, bunkeriser un bâtiment, tel un centre hospitalier qui n'a pas été conçu, à l'origine, pour être totalement fermé, est un process très complexe. »

C'est la raison pour laquelle ce responsable insiste bien, à plusieurs reprises, au cours de l'entretien, sur cette prise de décision « difficile, mais mûrement réfléchie, après avoir échangé avec de nombreux experts, des infectiologues, des hygiénistes... »

Agora Managers, une marque d'Agora Clubs

Michaël Lejard est Co-fondateur du Réseau Agora Managers et Président de l'entreprise Agora Clubs

(Société anonyme par action simplifiée. Numéro de Siret : 481 319 044 00022 Code NAF 8230Z)

42 avenue de la Grande Armée - 75017 Paris - Tel : 01 47 42 76 60 – Fax : 01 40 17 99 21

Sites internet : www.agorasecurite.com

Une décision qui émane de réflexions, travaux et actions menés au quotidien, par le responsable sécurité/sûreté

En outre concernant cette fermeture de l'établissement, Matthieu Navarro précise qu'il s'appuie sur une doctrine ; à savoir le plan de sécurisation de l'établissement (PSE), qui a été « mis en œuvre pour les menaces attentatoires, il y a trois ans ». Document structurant la sécurité et la sûreté de l'établissement, ce PSE définit clairement la politique et l'organisation globale pour sécuriser le centre hospitalier.

Et d'ajouter « Je me sers de ce plan pour établir la stratégie SSE que je mets en place, en tant que référent SSE (Situation Sanitaire Exceptionnelle, NDLR) du bâtiment. Conformément à la demande gouvernementale, le plan blanc a été mis en place depuis deux bonnes semaines. Néanmoins, nous l'avons accru, suite à la décision de fermer l'hôpital. Ce qui signifie que toute visite étrangère au bâtiment est désormais interdite, depuis jeudi 19 mars. »

Néanmoins, le responsable Sécurité/sûreté déclare, « nous agissons au cas par cas. Ainsi, il est bien entendu que nous prenons en compte certaines situations particulières, préalablement définies, comme l'accompagnement de patients en fin de vie, pour l'accouchement, en néonatalogie et en pédiatrie. Pour ce faire, des fiches de contrôle ont été mises en place. En outre, les consultations en psychiatrie et en obstétrique continuent, ainsi qu'en oncologie. »

Comment alors contrôler ces flux émanant de l'extérieur ? « Nous avons mis en place un dispositif d'interphonie ou autre système de contrôle d'accès, de façon à pouvoir filtrer les personnes demandant à pénétrer dans le centre hospitalier. »

Par ailleurs, Matthieu Navarro revient sur la convention tripartite mise en œuvre en 2019, partenariat essentiel, selon lui, puisqu'il « nous permet d'avoir un échange régulier avec le pôle police/justice/santé. J'échange énormément avec la police qui s'est engagée à être un soutien, dans le futur, si cela devenait nécessaire, concernant la sécurisation de l'établissement. »

Des collaborateurs très compétents....

A la tête d'une équipe de 21 personnes, (18 SSIAP 2 et deux SSIAP 1, NDLR) au sein du service sécurité/sûreté, « j'ai la chance d'avoir une équipe très compétente », annonce Matthieu Navarro. Et d'ajouter, « dès mon arrivée en 2017, j'ai instauré le recrutement d'agents de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP), également titulaires d'une carte professionnelle leur permettant d'exercer simultanément une mission de sécurité privée. J'ai une totale confiance en mon adjoint, qui est lui-même SSIAP 3. Avec un petit effectif, nous pouvons ainsi effectuer un excellent travail, au quotidien. Et nous sommes prêts à sécuriser, au mieux, ces prochaines semaines, l'établissement, pour le bien du personnel, des patients et des citoyens. »

Nous manquons cruellement de masques, merci pour vos contributions !

Concernant le sujet du vol des masques, souvent évoqué ces dernières semaines, Matthieu Navarro précise « si nous avons dû faire face, en interne, à quelques problématiques, cela reste assez marginal, comparé à d'autres sites. En tant qu'ancien policier, j'avais demandé au directeur, très tôt, de les mettre sous clé. En outre, depuis plusieurs semaines, nous procédons à une distribution quotidienne. Nous avons souhaité anticiper, le plus possible, la période où nous devons faire face à un afflux considérable de patients, et devons répondre à cette sollicitation croissante du port du masque. »

Et de clarifier « Oui, on manque cruellement de masques, non il n'y a pas de vol ! »

Puis de lancer un appel : « **Si on peut nous trouver de masques de protection FFP2 ou même masques chirurgicaux, nous sommes preneurs.** »

Matthieu Navarro, à cet instant, nous raconte une anecdote : « Aujourd'hui, nous tentons d'en récupérer un peu partout et parfois dans des endroits inaccoutumés, comme des plateaux de tournage. C'est ainsi que je remercie le réalisateur de la série télévisée policière française « Section de recherches » qui est venu nous apporter 500 masques chirurgicaux. La contribution de tout le monde est très importante et nous sommes touchés de voir que certains se mobilisent pour nous venir en aide. »

Lutter contre les incivilités...

En parallèle de ces mesures mises en place pour faire face à la lutte contre le CODIV-19, Matthieu Navarro souhaite rappeler que les actions quotidiennes demeurent, comme la lutte contre les vols, les incivilités... Et que la sanctuarisation du bâtiment va permettre une meilleure gestion de ces actes répréhensibles. « Nous avons remarqué que nous avons aussi des vols en interne et dégradations. Ces faits sont certainement liés à la présence de squatteurs, dans certaines parties du bâtiment... En sanctuarisant le site, nous analysons toutes les failles existantes, les carences. »

Et de préciser « Comme je l'ai déjà dit, nous sommes actuellement en phase de préparation... Nous venons d'installer des systèmes au niveau des urgences pour essayer de fluidifier l'arrivée des patients. Bien évidemment, nous avons encore des incivilités. Nous nous attachons à intervenir très rapidement. Pour ce faire, nous avons mis en place, avec l'Office National des Violences en milieu Sanitaire (ONVS), des mesures très strictes. Depuis mon arrivée, j'ai instauré le fait que nous ne pouvions accepter et laisser pénétrer, au sein des urgences, l'incivilité, comme des insultes, des crachats, des menaces.... Dorénavant, le moindre de ces actes implique, nécessairement, l'intervention de la police.

Le personnel médical ne doit pas accepter, même par empathie, ce genre de faits et d'invectives. Nous avons réalisé des fiches d'événements indésirables. En collaboration avec Madame ATZORI, Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Grasse, nous avons instauré une doctrine stipulant que les incivilités au sein d'un établissement de santé sont répréhensibles. Aujourd'hui, des peines d'emprisonnement sont encourues pour ce genre de comportement... »

Durant cette période exceptionnelle, l'Agora des Directeurs Sécurité se fera le relais de nombreux témoignages de membres, directeurs et responsables sécurité, œuvrant au quotidien, pour la sécurité et la sûreté de différents sites et personnes encore en activité.

A propos de l'Agora des Directeurs de la Sécurité

Le Réseau Agora des Directeurs de la Sécurité : créé en 2006, est la plus grande organisation représentant cette profession, puisqu'elle réunit, aujourd'hui, plus de 450 directeurs sécurité sûreté, au sein de 9 clubs régionaux, répartis sur l'hexagone.

Contact :

Virginie Cadieu - MEET'IM Consulting
virginie@meetimconsulting.com
Tél. : 06- 87-92-90-18